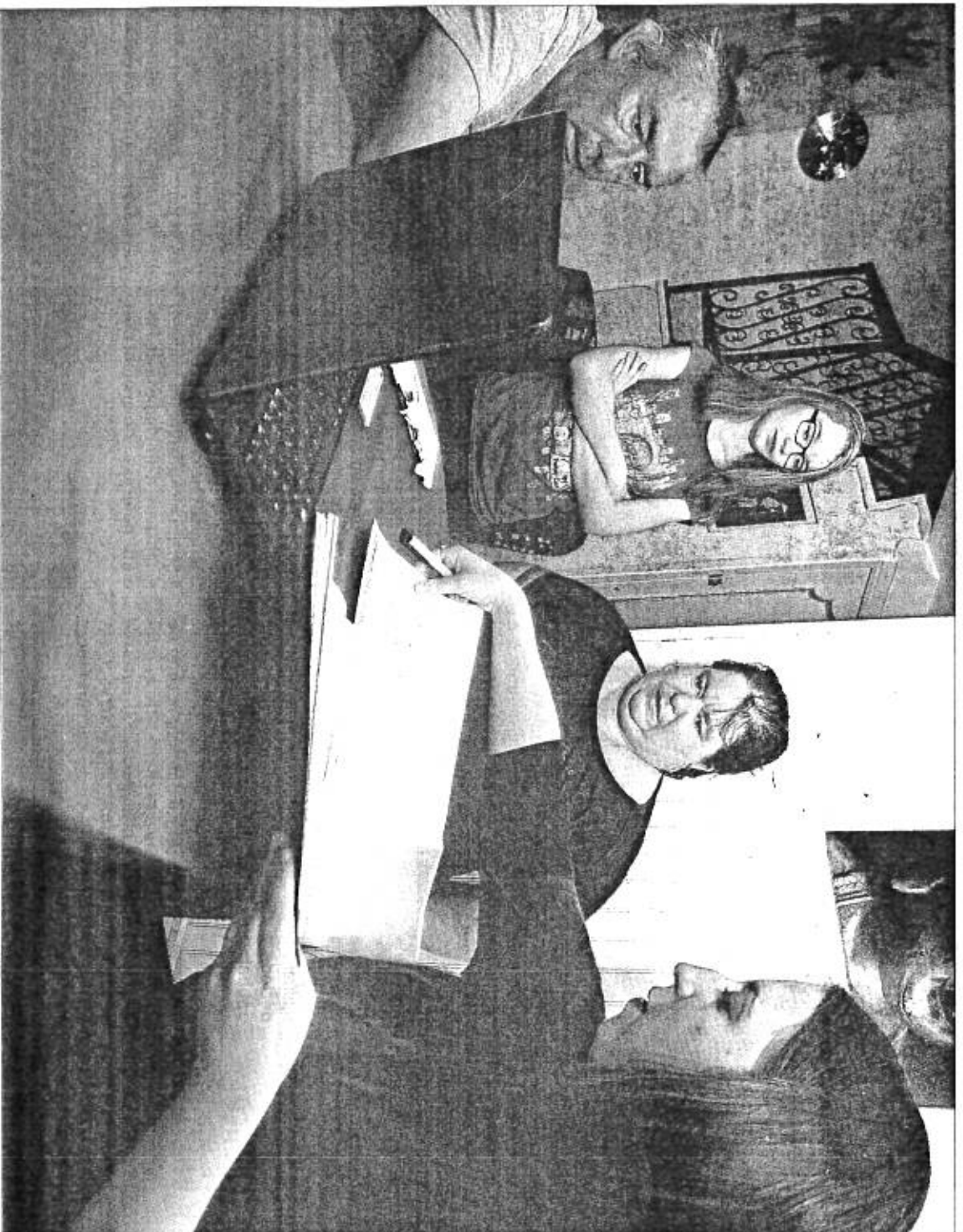


■ 30.000 foyers charentais peinent à payer leur facture de chauffage ■ L'augmentation des tarifs du gaz et de l'électricité, au 1<sup>er</sup> novembre, ne va rien arranger ■ Mais on peut toujours réduire la note.



Grâce à l'aide de Charente Solidarité, la famille Renault d'Angoulême a réussi à réduire sa facture de 14% par rapport à l'an passé.

Photo Majid Bouzzit

# Chauffage: il n'y a pas de petites économies

Benoît CAURETTE  
b.caurette@charentelibre.fr

C'est comme s'ils recevaient un nouveau coup de massue. Les Renault croyaient sûre éloignés des fins de mois difficiles, de cette facture d'énergie qui leur revient si cher. Et voici qu'on annonce de nouvelles augmentations pour le 1<sup>er</sup> novembre: +2,5% sur la facture d'électricité, +2,3% sur le prix du gaz.

«À quoi ça sert de faire des efforts si la note augmente sans arrêt?» interroge Pascal, le père dépité. «À limiter la casse», lui répond

Jennifer Segur, ambassadrice énergie du groupement d'intérêt public (GIP) Charente Solidarité. Pendant presque un an, la jeune femme a accompagné cette famille de Ma Campagne qui peine à payer ses factures, tandis qu'à

l'échelle de la Charente, ce sont plus de 500 foyers qui ont été suivis et conseillés par neuf ambassadeurs dans le cadre de ce dispositif expérimental visant à réduire les notes salées et les factures non réglées. Au cours des cinq rendez-vous, la jeune femme a tout noté des habitudes du ménage dans un logiciel spécifiquement développé pour le GIP. Et relevé, à chaque

fois, les consommations. Avant/après les conseils et la remise d'un kit (thermomètre, mousseur, etc.).

## Un effet ciseaux

Les Renault ont été approchés parce qu'ils «consommaient trop» de l'eau même du père. Et qu'ils ont bénéficié l'an dernier d'aides accordées pour les impayés d'énergie, le principal volet du fonds de solidarité logement (FSL) qui a atteint en 2013 «son record absolu», constate Gervais Rougier, directeur du GIP: 990.000 euros d'enveloppe globale, 3.500 dossiers instruits.

» Il suffit parfois de quelques gestes simples, de nouvelles habitudes de consommation.

Et cela, c'est pour la face visible de l'iceberg. «Sur 160.000 résidences principales en Charente, on constate plus de 20% de précarité énergétique», explique le professionnel. On file tout droit vers les 30%. On estime qu'au moins 30.000 foyers ont des difficultés à payer.»

Les augmentations de tarifs, «trois à quatre fois supérieures à l'évolution des revenus» ne font qu'accroître le phénomène. «En 2005, l'aide moyenne du FSL était de 286 €, l'an dernier, c'était 610 €,», poursuit Gervais Rougier qui note toutefois qu'au cours des quatre dernières années, les coupures pour impayés sont passées de 1.500 à 1.000 par an en Charente, en raison notamment de l'évolution des politiques des fournisseurs et de la législation en la matière. «Mais globalement, il y a un effet ciseaux entre les revenus qui baissent et les tarifs d'énergie qui grimpent», déplore David Cornet, président du GIP et conseiller général.

Total, «on se retrouve avec des gens qui ont perdu carrément de se chauffer, ils portent trois pulls, trois paires de chaussettes et

## Le bois pas cher, un vrai bol d'air

Elles n'avaient plus les moyens de se chauffer. Certaines avaient même carrément coupé les radiateurs. L'an passé, 35 familles du Confolentais ont pu mettre du bois dans la cheminée. L'opération (tous au bois, pour tous), portée par la maison de la solidarité de Charente limousine, a été «un vrai succès», estime Gaëlle Letrière, la responsable de la structure. Ces foyers qui se trouvaient en situation de précarité énergétique ont pu, pour certains, en sortir. Tous, en tout cas, ont réduit la facture d'énergie qui pouvait représenter jusqu'au quart de leurs dépenses. «Grâce à une véritable chaîne de solidarité, elles ont bénéficié de bois à 10 € le stère», cinq fois moins cher que le prix habituel, «pour une qualité de bois inférieure» mais suffisante pour donner un «vrai bol d'air dans le budget». De nombreuses communes ont mis des parcelles à disposition, les chantiers d'insertion se sont démenés, les jeunes agriculteurs, l'agence départementale de l'aménagement et la Grande famille confolentaise aussi. S'il y a eu quelques écarts, notamment en matière de livraison (il faut venir chercher ses stères) ou de débits inadaptés, «des solutions solidaires ont été rapidement trouvées, notamment avec l'entourage des personnes concernées. Les gens ont recréé du lien avec leurs voisins, et c'est en cela que la mission est une vraie réussite» se réjouit Gaëlle Letrière. «En parallèle, ça a permis aux bénéficiaires de rester acteurs, pour certains même de se remettre au bois et de renouer avec des circuits courts dans une région boisée à 30%.» Sans surprise, l'action est reconduite pour cette saison de chauffe. Quinze dossiers - dont sept concernent des familles aidées l'an passé - ont déjà été déposés. Leur acceptation reste soumise à critères sociaux.

maintiennement péniblement leur logement à 15 °C». Pascal, Alexandra Renault et leurs deux enfants n'ont jamais été dans ce cas-là. Eux, c'était plutôt l'inverse: «On ne faisait pas toujours garde avec les radiateurs», résume Aurora, la fille. Du coup, la consommation et donc la note d'énergie étaient presque deux fois supérieures à la normale, pour un logement de 90 m<sup>2</sup> occupé de la même manière. Quand leur assistante sociale les a orientés vers le dispositif du GIP Charente Solidarité, ils n'ont pas hésité un instant. «Les ambassadeurs énergie que nous avons lancés l'an passé sont, avec le FSL et les aides de l'Agence nationale de l'habitat (1 000 ménages aides sur trois ans à améliorer leur logement), une réponse», pense Gervais Rougier. Globalement, ça a permis «des économies de 22% d'énergie et de 18% d'eau», salue le directeur. Pour les Renault, c'est «14% d'énergie en moins, 26% d'eau économisés». Tout ça «grâce à des gestes simples, de nouvelles habitudes de consommation». Ne serait-ce que réduire de 1 °C son chauffage, c'est 7% d'économies, éclaire Jennifer Segur. «C'est souvent un ensemble de petites choses qui font qu'on se retrouve dans des situations difficiles. Et ça ne concerne pas que les gens qui ont des revenus modestes.»

S'ils sont souvent aidés par Charente Solidarité pour intervenir chez les bénéficiaires du FSL, les ambassadeurs énergie peuvent aussi intervenir à la demande, chez les particuliers. Contact: 05.45.23.59.53.

## Les achats groupés, pas si simples

Grouper les commandes pour obtenir un prix main. Ça semble tomber sous le sens, mais ça n'est jamais si simple. Benoît Savy, le maire de Montrollet, en Charente limousine, en sait quelque chose. Un an après, son projet d'achat groupé de foin pour sa commune et celles voisines de Saint-Christophe, Briqueuil et Lesterters, «n'a toujours pas été finalisé», admet-il, désolé. «Nous ne serons pas prêts pour les premières commandes saisonnières». La raison? «On était loin d'imaginer à quel point ce serait difficile de faire changer les habitudes des gens, admet l'élu. On pensait naïvement qu'ils étaient très au fait de ce genre de pratique et qu'ils allaient s'inscrire spontanément. Au lieu de cela, les porteurs du projet se

sont heurtés à des réticences, des craintes face à l'inconnu, une certaine peur du lâcher-prise, cette sensation de ne plus contrôler ce qui sort de leur porte-monnaie ni même la qualité de ce qui rentre dans leurs cuves. Si les quatre communes offrent un potentiel de commande de 55.000 à 60.000 litres, il a fallu rassurer et convaincre pour qu'une trentaine de foyers manifestent leur intérêt. «Ce qui reste insuffisant en l'état, si on veut obtenir des réductions vraiment intéressantes.» Benoît Savy et ceux qui œuvrent à la réussite du projet ne désespèrent pas de faire le plein mais savent que ça prendra encore un moment. «En attendant, on invite les gens à commander individuellement

pour les premières livraisons.» Les réticences au changement ne sont pas que l'apanage du Confolentais. Même à l'échelle du département, l'UFCV Que Choisir s'y est heurtée l'an dernier avec son opération de gaz moins cher. Si 611 Charentais ont laissé tomber leur GDF pour économiser 15,5% de la note GDF pour économiser 15,5% de la note avec le groupe d'énergie belge Lampiris, «ils étaient initialement le double à s'être montrés intéressés», relève Daniel Gourraud, le responsable de l'opération. «La peur de changer est passée par là, doublée de celle de ne plus pouvoir revenir en arrière si jamais...» Des comportements qui continuent de faire les beaux jours des opérateurs historiques. GDF détient toujours sept abonnements au gaz sur dix.